

Pollution : « Notre objectif c'est le retour au point zéro »

Désormais seule à la manœuvre de la dépollution du littoral, la société Le Floch Dépollution va imposer ses méthodes. Première interview de son pdg à la main de fer, Jean-Pierre Vanbaelinghen

Après quelques jours de tergiversations la Préfecture a confié définitivement les rênes du nettoyage du littoral à la société spécialisée Le Floch Dépollution. Exit donc les volontaires professionnels et place à une nouvelle organisation qui n'entend pas se soucier des pressions locales ou préfectorales mais promet des résultats solides.

La dépollution du littoral varois est désormais entre vos seules mains. Faut-il avoir confiance en vous ?

Oui parce notre réputation est faite. Notre société a été créée il y a une cinquantaine d'années, en Bretagne pour lutter contre les premières grandes pollutions, comme celle de l'Amoco Cadiz. Depuis on est appelés systématiquement par les assureurs spécialisés sur toutes les pollutions pétrolières dans le monde. On était récemment dans le Golfe du Bengale en Inde, pour les mêmes assureurs que ceux qui sont là aujourd'hui, parce qu'ils connaissent nos compétences.

Ce sont les assureurs qui vous ont appelé ?

Oui, les assureurs des deux parties se sont mis ensemble et nous ont appelés le jour où la pollution est arrivée.

Ceux sont eux qui vont vous payer ?

Complètement. Ce n'est pas l'Etat.

Comment jugez-vous cette pollution par rapport à d'autres ? C'est une mini pollution ?

Non, c'est une vraie pollution. Importante.

Beaucoup ont la nette impression qu'elle a été minimisée par les pouvoirs publics, tout au moins au départ.

Non. Ce qui a été certainement minimisé c'est la nappe en mer.

Deux jours avant l'arrivée des plaques de pétrole la préfecture maritime s'était félicitée d'avoir réussi à récupérer 98 % des hydrocarbures, ajoutant que tout le restant pourrait

tenir dans un véhicule utilitaire grand public. Y a-t-il eu une erreur de jauge ?

Peut-être bien. Honnêtement je ne comprends pas bien ce qui s'est passé entre le moment de la collision des bateaux et l'arrivée du pétrole sur les plages.

Ça fait un trou de neuf jours alors...

Qu'une nappe se balade pendant 9 jours en mer, c'est du classique. Qu'il n'y en ait pas eu une grosse partie qui soit récupérée c'est un autre problème que je ne m'explique pas.

Qu'a-t-il pu se passer ?

Le gros problème, mais c'est un peu comme ça tout le temps, c'est que c'est arrivé soudainement avec le vent d'est qui s'est mis à souffler. La nappe, qui se déplaçait avec le courant ligure, a été poussée vers les côtes varoises. Si ça s'était passé un jour ou deux avant c'était Toulon ou Cassis qui auraient récupéré la pollution, et un ou deux jours après ça aurait Nice ou l'Italie.

Vous êtes arrivés sur place à quel moment ?

Dès le lendemain de la pollution. Nous avons rencontré tout de suite les assureurs mais aussi les représentants de l'Etat.

Vous ont-ils donné à ce moment là l'impression d'avoir mesuré la gravité de la situation ?

A ce moment là oui. Le Polmar Terre a été rapidement mis en place.

Aujourd'hui la nappe restante est qualifiée de dynamique. Ça veut dire qu'elle va encore bouger ?

C'est possible. On est dix jours après un vent d'est qui a collé à la terre la majeure partie de ce qu'il y avait en mer. Il en reste un peu qui dérive mais au fur et à mesure ça se déplace plus loin, dans quelques jours ça pourrait arriver aux Embiez ou dans les calanques de Cassis.

L'arrêt des volontaires professionnels signifie qu'à partir de demain (NDLR : aujourd'hui) vous êtes le seul maître à bord



JP. Vanbaelinghen : « Ce boulot on sait le faire. C'est pour ça qu'on est là ». (Ch.C.)

pour la dépollution, êtes-vous prêts ?

Oui. Comme je l'avais dit, on est vite montés en puissance. On a entre 150 et 180 personnes. Si la semaine prochaine je m'aperçois qu'il faut encore augmenter le dispositif je le ferai. Mais attention on ne sera pas partout à la fois, même si chaque maire voudrait quelqu'un en priorité chez lui. On va d'abord aller refaire une identification des zones qui ont été traitées puis on affinerait notre programme.

Avec le départ des volontaires professionnels qu'est-ce qui va changer ?

On passe à une autre phase. On est seuls. La principale différence c'est notre gestion du déchet. Nous on ramasse un minimum de choses non polluées avec le pollué. C'est beaucoup plus sélectif. L'important c'est de ne pas créer de surpollution, de ne pas ramasser trop de sable car ça crée de l'érosion. On est professionnels, connus, reconnus. On va gérer mais en communiquant bien sûr avec toutes les parties prenantes, avec le Cedre, avec le Conservatoire du littoral et en étroite collaboration avec la préfecture et les communes.

Des centaines de big bags de une tonne ont déjà été

remplis sur les premiers jours...

Oui, mais nous allons justement en retenir une bonne partie, car dans certains de ces sacs de 1000 kg il n'y a que 2 kg de polluants. Pas la peine que les assureurs paient des sommes astronomiques pour le traitement de déchets pollués qui ne le sont pas. Ça aussi ça fait partie de notre crédibilité, envers les deux parties.

Une question que tout le monde se pose justement : les assureurs régleront-ils bien la facture ?

Evidemment que oui. Ils ont les moyens, ils nous suivent. Ils nous font confiance sur le mode de traitement et le volume du dispositif. Les factures de dépollution ont toujours été payées.

A quel horizon peut-on espérer retrouver des plages et des criques propres ?

Les maires me l'ont demandé aussi. Je ne vais pas me dérober. L'ordre de grandeur c'est plusieurs mois, vers février-mars sans doute. Nous allons faire en sorte de minimiser au maximum l'impact, et je pense que l'on sera revenus quasiment au point zéro à la fin du chantier. Mais il y aura eu entre temps tout ce travail nécessaire. C'est normal que tout le monde soit en alerte. Cette

pollution est plus importante que celle du Haven en 1991.

Sommes-nous toujours dans le plan Polmar ?

A priori le plan Polmar terre continue. C'est plus rassurant pour tout le monde. Mais c'est moi qui prend les décisions et pas eux. Je les informe, on va faire un point téléphonique tous les soirs à 17 h.

Le démarrage des opérations a été plutôt flou, lent et confus. C'est toujours comme ça un démarrage de traitement sur une pollution ?

Oui. D'abord parce que l'Etat n'est jamais préparé à ça. Là en plus il y a eu la soudaineté. Sans le vent d'est a nappait ailleurs. Et une pression due aux sites remarquables est venue s'ajouter aussi.

On peut avoir une idée du montant final de la facture pour les assureurs ? C'est en millions d'euros ou en dizaines de millions d'euros ?

En dizaines c'est sûr.

Parlons des volontaires bénévoles. Ils ont été refusés, puis acceptés, puis à nouveau refusés. C'est quoi le problème ?

80 % des bénévoles sont de bons bénévoles, mais les autres 20 % ne sont pas maîtrisables. Moi je leur

dis : tu veux aider, tu vas t'inscrire et tu rejoins les équipes rémunérées, mais tu fonctionnes selon nos règles, avec nos tenues, nos horaires et notre cadre.

Les maires concernés ont-ils votre portable ?

Oui, tous. Il y a eu cette semaine quelques mécontentements, mais c'est normal. La semaine prochaine aussi je sais qu'il faudra sans doute des ajustements.

Le ministre est venu la semaine dernière, il a eu des exigences ?

Honnêtement je ne sais pas ce qu'il est venu faire. Je ne l'ai pas vu. Je ne sais pas ce qu'il a eu comme message. Il n'y a rien qui m'a été rapporté.

Le nettoyage actuellement est très actif sur les plages, mais le gros morceau ce seront les rochers, non ?

On ne peut pas dire ça. Sur les plages aussi c'est compliqué car il faudra dénicher le pétrole centimètre par centimètre, parce qu'une partie est enfouie et que l'on ne veut pas tout retourner. Sable et rochers c'est des approches différentes mais c'est un même niveau de difficulté.

Comment ça va se passer les rochers, ce sera plus tard ?

Non, on a attaqué hier. La première phase est d'enlever les grosses accumulations. Puis ce sera un nettoyage à l'eau chaude avec de gros Kärcher à vapeur. On décolle le polluant et on le récupère liquéfié. Le degré de finition se décidera en concertation avec le conservatoire du littoral. C'est un boulot délicat et difficile, mais on sait faire. C'est pour ça qu'on est là.

L'utilisation de barrages flottants aurait pu changer quelque chose ?

Non, pas sur une telle portion de littoral. Et avec le vent d'est la pollution serait passée quand même. C'est comme pour les grands incendies, c'est toujours la météo qui décide.

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTOPHE CAÏETTI